

« Vous ne pouvez pas être une organisation de la société civile et ne pas vous impliquer dans les processus électoraux » P 11-13

Sylvestre TIEMTORE, coordonnateur du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG)



**Partage d'expériences des
Comités de Suivi à la Base P.4**

Oumarou KOUDA :

**De formateur intérimaire à Vice-
Président d'Inades-Formation Burkina**

P. 8-9



MOT DU PCA

Organisations de la société civile et élections : la démocratie en marche **P. 3**

FLASH BACK

- Partage d'expériences des Comités de suivi à la Base **P. 4**
- La journée des animaux 2020 célébrée à Boussouma **P. 5**
- Du matériel pour la réalisation d'un champ école paysan agroécologique **P. 6**
- Inades-Formation Burkina dans l'appui à la préservation de la race bovine Lobi **P.7**

PORTRAIT

Oumarou KOUDA : De formateur intérimaire à Vice-Président d'Inades-Formation Burkina **P.08-09**

CLIN D'ŒIL

Gouvernance durable de l'environnement : le CESAO et ses partenaires mènent le plaidoyer **P. 10**

AVIS

« Vous ne pouvez pas être une organisation de la société civile et ne pas vous impliquer dans les processus électoraux » **P.11-13**

Sylvestre TIEMTORE, coordonnateur du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG)

DETENTE **P.14**

Inades Infos

Directrice de publication : Aline ZONGO/KADIOGO ;

Rédacteur en chef: Patrice DA ;

Equipe de rédaction : Patrice DA, Isidore DELLA, Ousséni OUEDRAOGO, Bini Claudine KAMBOU/HIEN

Avec la contribution de : Oumarou KOUDA,

Mise en page : Patrice DA

Organisations de la société civile et élections : la démocratie en marche

« *Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple* » telle est la définition la plus courante de la démocratie. Si cette citation est d'Abraham Lincoln, il ne faut pas en déduire que ce sont les américains qui ont inventé la démocratie qui apparaît aujourd'hui dans le monde comme le système politique le plus promu. La démocratie a pris racine dans le ras-le-bol et les idéologies issues de la révolution française et d'une autre révolte antérieure en Angleterre. Les élections qui favorisent sans aucun doute la participation du citoyen à la vie politique de son pays constituent un aspect crucial de la construction de toute démocratie. La société civile, maillon important du système démocratique a un rôle important en matière électorale.



Hamidou Benoit Ouédraogo, Président du Conseil d'Administration d'Inades-Formation Burkina

La notion de « *société civile* » renvoie à toutes les formes d'organisations indépendantes de celles de l'Etat et du secteur privé qui n'ont pas comme objectif la conquête ou l'exercice du pouvoir. Elles constituent plutôt un contre-pouvoir. Dans leur fonctionnement courant, les organisations de la société civile expriment des opinions sur des questions d'intérêt général, observent les politiques publiques, interpellent les décideurs. En période électorale, le rôle de la société civile se situe à trois principaux niveaux : L'éducation civique et électorale des citoyens, l'observation du processus électoral, la formulation des demandes de la population. L'observation du processus électoral implique le contrôle des élections pour en garantir le déroulement équitable, dans le respect des règles fondamentales de la démocratie. Le Réseau du savoir électoral ACE nous éclaire dans ce sens en indiquant sur son site web que : « *L'élection est l'un de ces moments d'importance où la société civile – de par ses ressources, son caractère volontaire, ses différentes compétences et sa capacité à rejoindre tous les secteurs de la société – devrait être mobilisée et, autant que possible, travailler sur des activités d'éducation non partisans* ».

Au Burkina Faso, le code électoral accorde une place importante à la société civile dans l'organisation des élections. Ledit code indique en son article 5 que la commission électorale indépendante dans sa composition inclut cinq personnalités représentant les organisations de la société civile. Dans le même code, on peut lire plus loin à l'article 10 que : « *Le président est choisi parmi les représentants des organisations de la société civile* ». Mis à part ces dispositions juridiques, depuis une décennie, la société civile burkinabè se montre active dans le rôle qu'elle doit jouer dans les processus électoraux. Il existe au Burkina Faso la Convention des organisations de la société civile pour l'observation domestique des élections (CODEL). Pour les élections de 2015, cette plateforme a travaillé à optimiser la participation citoyenne par l'éducation au vote, garantir un climat social apaisé par la sensibilisation et participer à la transparence des élections par l'observation des scrutins. Elle était encore à l'œuvre pour les élections de 2020. La société civile dans un pays peut favoriser le renouvellement de l'élite politique si elle est bien organisée, bien formée et forte. Elle peut aussi être un vecteur de manipulation du processus électoral si elle n'est pas en phase avec sa mission fondamentale.

Inades-Formation Burkina conscient de cet enjeu, s'est engagé depuis plus d'une quinzaine d'années à promouvoir la participation citoyenne, la structuration des organisations de la société civile au sein des collectivités territoriales pour une gouvernance inclusive. A travers des projets et des programmes, depuis 2003, Inades-Formation Burkina a organisé dans plusieurs localités du pays des sessions de formations au profit des OSC sur leur place, leur rôle et leur fonction au sein des collectivités territoriales. Elles ont ainsi été conscientisées sur leur fonction de contrôle, qui implique le contrôle des élections, pour s'assurer de leur bon déroulement suivant les règles de la démocratie. Agissant dans ce sens, Inades-Formation Burkina, structure engagée pour un développement au service du Bien commun assure sa mission de rendre les citoyens aptes à participer librement et de façon responsable à la transformation de leur environnement.

Ce numéro de notre journal paraissant au début d'une nouvelle année, je saisis l'occasion de cet espace pour souhaiter à tous nos lecteurs, une année 2021 de bonheur partagé, dans la santé, la paix, la prospérité.

Partage d'expériences des Comités de suivi à la Base

Inades-Formation Burkina a tenu du 11 au 12 novembre 2020 à Ouahigouya, chef-lieu de la région du Nord, un atelier de partage d'expériences des Comités de Suivi à la Base (CSB). L'objectif de cet atelier était d'améliorer la qualité des interventions des CSB dans le suivi des actions et politiques publiques dans leurs communes respectives.

L'organisation de la session de partage d'expériences des Comités de suivi à la Base s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre par Inades-Formation Burkina du Projet d'appui à la souveraineté alimentaire, à la gouvernance locale et à la gestion durable des ressources naturelles dans la région du Nord. Ce projet est financé par l'ONG Belge Broederlijk Delen.

Les comités de suivi à la base ont pour mission d'assurer la veille et la collecte des données sur les actions et politiques publiques mises en œuvre au niveau local, interpeller les décideurs en cas de besoins, recueillir les besoins des populations locales et défendre leurs intérêts, veiller à la bonne gouvernance locale.



Les responsables des Comités de Suivi à la Base de la région du Nord ont eu l'occasion de présenter leurs activités au cours de l'atelier de partage d'expérience

L'atelier a regroupé une vingtaine de participants venus de différentes localités de la région du Nord du Burkina. Ce fut l'occasion pour les comités de suivi à la base (CSB) invités, d'identifier des solutions pour les difficultés qu'ils rencontrent dans la conduite de leurs activités, dégager des pistes d'actions à mener pour l'année 2021 et réfléchir à la mise en place d'une coordination régionale des CSB. Les participants à l'atelier de Ouahigouya ont profité de l'occasion de la rencontre pour échanger sur des actions susceptibles d'être menées par les CSB dans leur localités respectives pour contribuer à la cohésion sociale. Les personnes âgées et des leaders religieux ont été identifiés comme des acteurs clés du maintien de la cohésion sociale.

La journée des animaux 2020 célébrée à Boussouma

Inades-Formation Burkina a célébré en différé, avec l'appui de Brooke Afrique de l'Ouest, le 09 Octobre 2020 la journée mondiale des animaux dans la commune rurale de Boussouma. L'organisation d'une conférence a principalement marqué la célébration de cette journée. Une action de pose d'affiches de sensibilisation dans différentes localités de la province du Sanmentenga a aussi été réalisée.

Le thème de la conférence animée par Dr Charles Dieudonné MANDE, Président de l'Ordre National des Vétérinaires du Burkina Faso est : « *Rôle des collectivités territoriales dans la promotion de la santé animale et la santé publique vétérinaire* ». Ont pris part à cette conférence, des représentants des comités villageois de développement (CVD), des conseillers municipaux, des représentants de services techniques de l'Etat. L'objectif général de cette conférence : sensibiliser et interpeller les acteurs de développement sur la prise en compte de la promotion de la santé animale, du bien-être des équidés de trait dans les politiques de développement local. Les principaux points traités par le conférencier sont : l'état des lieux de l'élevage au Burkina Faso, la contribution de l'élevage au développement socio-économique, les contraintes au développement de l'élevage, les collectivités territoriales dans la gestion de la santé animale et de la santé publique vétérinaire. « *Veillez à la bonne santé animale, c'est assurer la santé de l'éleveur ainsi que celle du consommateur. Ces trois réalités sont liées* » a indiqué Dr Charles Dieudonné MANDE, le conférencier.



La conférence organisée dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale des animaux a été introduite par une cérémonie présidée par le Premier adjoint au Maire de Boussouma

La Journée mondiale des animaux a été instituée officiellement par l'organisation des nations unies (ONU) en 1931 et se tient chaque année le 4 octobre. Elle a pour objectif d'attirer l'attention des gouvernements mais aussi des citoyens sur l'importance du respect de la vie animale.

Du matériel pour la réalisation d'un champ école paysan agroécologique

Inades-Formation Burkina était le 03 juillet 2020 à Kao, un village de la commune de Oula, province du Yatenga, dans la région du Nord du Burkina Faso. Objet de cette présence : La remise de matériel à un paysan leader pour la réalisation d'un champ école paysan agroécologique dans la commune de Oula.

Sawadogo Youssouf, 35 ans, père de quatre enfants, membre de l'union des producteurs d'arachide de Oula est le producteur retenu pour l'expérience du champ école dans la localité. Comme matériel, il a reçu principalement du grillage, une brouette, des pelles, du ciment. Cette action d'Inades-Formation Burkina s'inscrit dans le cadre du projet d'appui à la souveraineté alimentaire à la gouvernance locale et à la gestion durable des ressources naturelles dans la région Nord du Burkina. Ce projet est mis en œuvre avec l'appui technique et financier de l'ONG Belge Broederlijk Delen (BD).



Une cérémonie a été organisée pour la remise du matériel au paysan leader pour la réalisation du champ école paysan agroécologique

Avec le matériel qui lui a été octroyé, Sawadogo Youssouf a réussi à exploiter le champ école paysan en expérimentant les pratiques agroécologiques apprises grâce à Inades-Formation Burkina. Sur un champ de 0,25 ha, le paysan leader de l'union a procédé principalement à l'utilisation de fertilisants naturels tels que le compost bio thermique et de l'engrais liquide bio ainsi que les bio pesticides. Il a aussi pratiqué les associations culturales, en cultivant le mil et l'arachide au même endroit. Il dit être très satisfait de cette expérience et plus décidé à demeurer dans l'agroécologie en étant un exemple pour la communauté.

Le champ école paysan agroécologique de Kao est le quatrième à être mis en place avec l'appui d'Inades-Formation Burkina. Cette initiative est conduite par Inades-Formation Burkina pour favoriser l'adoption de pratiques agroécologiques par les agriculteurs de la région du Nord.

Inades-Formation Burkina dans l'appui à la préservation de la race bovine Lobi

« *Appui à la construction d'une vision commune et mise en place d'associations pour la préservation et l'amélioration de la race bovine locale lobi* » dans les communes de Loropéni et de Bouroum-Bouroum, région du Sud-Ouest du Burkina Faso. Telle est la mission d'Inades-Formation Burkina dans la convention actuelle de partenariat qui le lie au projet Locabreed coordonnée par l'Université de Koudougou.

Local Cattle Breeds of Burkina Faso : Characterization and Sustainable Utilization (LoCaBreed) est un projet de recherche sur la caractérisation de la race taurine Lobi, sa préservation et son amélioration. Cette race bovine a une importance socio culturelle pour la société Lobi. Elle est aussi reconnue pour sa force de travail élevée et sa résistance à certaines maladies comme la trypanosomose. Il se trouve que la race taurine Lobi est menacée de disparition à cause de son absorption par le zébu peulh. Des actions de recherche participative sur cette race ont déjà été menées par le Projet Locabreed dans les communes de Bouroum Bouroum, Loropéni, Kampti avec les éleveurs de ces localités de la région du Sud-Ouest du Burkina.



Des associations de préservation et d'amélioration de la race bovine lobi ont été mis en place à Loropeni et à Bouroum Bouroum avec l'appui d'Inades-Formation Burkina

L'expertise d'Inades-Formation Burkina a été sollicitée dans le projet pour appuyer les agriculteurs/éleveurs des communes de Bouroum-bouroum, Loropéni sur la définition de mécanisme pour la préservation et l'amélioration de la race locale Lobi. A cet effet, il a été organisé au titre des activités, des ateliers de réflexion sur la construction de la vision, des rencontres d'échange sur les prérequis de la mise en place d'associations. Inades-Formation Burkina a fini son appui par un accompagnement des associations nouvellement mises en place pour l'élaboration des plans d'action en vue de la préservation et l'amélioration de la race bovine lobi.

Oumarou KOUDA : De formateur intérimaire à Vice-Président d'Inades-Formation Burkina

Il est actuellement le Vice-président du conseil d'Administration d'Inades-Formation Burkina. A ce poste, il a été élu en mars 2019. Avec son engagement remarquable dans la vie d'Inades-Formation Burkina et son attitude sympathique, il est bien apprécié au sein de cette structure. Son nom est Oumarou KOUDA. Cet homme de grande taille, 1 mètre 80 environ, est de nature réservé. Il est sociologue de formation. Agé de 59 en 2021, Oumarou KOUDA, passionné de la nature, participe à la vie d'Inades-Formation Burkina depuis une vingtaine d'années. Arrivé à Inades-Formation par le Bureau National en tant que formateur intérimaire, il rejoindra par la suite l'Association Nationale pour continuer d'apporter sa part de contribution à la vie de cette structure.

« J'ai été coopté en novembre 1999 pour être formateur intérimaire à Inades-Formation Burkina en remplacement d'un formateur qui était allé en formation en Europe » nous apprend Oumarou KOUDA. A cette période, le diplômé de l'Université de Toulouse-Le-Mirail en France était en fin de contrat au ministère en charge des ressources animales où il avait été recruté comme socio économiste dans un programme d'appui aux aménagements pastoraux. A Inades-Formation Burkina, durant cinq mois, il sera amené à intervenir sur plusieurs dossiers de la structure. Son travail le conduit au Namentenga ainsi que dans l'Est du Burkina Faso. Cette expérience de travail à Inades-Formation Burkina, Oumarou KOUDA la juge très satisfaisante. Le mode d'intervention de la structure correspond aux orientations de sa formation en sociologie rurale. A la fin de son contrat de formateur intérimaire, l'ancien élève du Lycée Philippe Zinda Kaboré décide d'intégrer l'Association Inades-Formation Burkina pour continuer d'apporter sa contribution à la vie de l'ONG. Son dossier d'adhésion est accepté à l'Assemblée Générale d'Inades-Formation Burkina de 2000. « C'est ainsi que je suis arrivé à Inades-Formation Burkina. A partir de mes activités professionnelles, j'ai été admis dans l'association » indique-t-il.

L'attachement à Inades-Formation Burkina

Une fois membre de l'association Inades-Formation Burkina, Oumarou KOUDA se fera remarquer par son engagement et sa disponibilité pour la structure, à telle enseigne qu'en 2013, il sera élu membre du Conseil d'Administration. Après une période de six ans, qui correspond à deux mandats dans le Conseil d'Administration d'Inades-Formation Burkina, celui qui exerce actuellement le métier de consultant free-lance sera élu Vice-président dans cette instance pour travailler aux côtés du Président Hamidou Benoit Ouédraogo. Etre dans le conseil d'Administration d'Inades-Formation



Oumarou KOUDA, Vice-Président du Conseil d'Administration d'Inades-Formation Burkina

Burkina est vu par Oumarou KOUDA comme une confiance qui lui est accordée pour participer aux orientations et aux décisions pour l'association et le Bureau National. « Je suis vraiment disponible pour toutes les missions que le conseil d'administration voudrait bien que je réalise » nous confie-il.

Oumarou KOUDA qui a passé une partie de son enfance au village de Kouni, dans la Commune de Gomposonsom, province du Passoré a développé un penchant pour le milieu rural. Dans sa formation de sociologue à l'Université de Ouagadougou, puis celle de Toulouse en France, il s'orientera vers l'option Sociologie rurale. L'œuvre d'Inades-Formation au profit du monde rural le séduit. La raison profonde de son attachement à cette structure, il nous l'explique : « C'est son engagement citoyen dans la simplicité et l'opérationnalisation de la recherche action en milieu paysan ». L'homme qui a

intégré la vie d'Inades-Formation Burkina depuis maintenant 20 ans trouve que cette structure continue d'être efficace et efficiente dans son travail au profit du monde paysan. Le vice-président d'Inades-Formation Burkina estime que beaucoup d'innovations sont faites au niveau de cette structure. Pour lui, « *le pari c'est de pouvoir maintenir ce cap et de pouvoir toujours performer, être toujours une référence en matière de recherche-action et de formation au Burkina Faso et dans le réseau interafricain* ». Inades-Formation Burkina a besoin, d'après l'homme du Passoré, de s'adapter davantage à l'environnement numérique actuel.

L'ami de la nature

Oumarou KOUDA se considère comme un citoyen engagé pour le développement durable. Le fidèle de l'église évangélique du Château au quartier Laarlé de Ouagadougou avance ceci : « *la parole de Dieu dit qu'au début, Dieu a créé l'homme pour qu'il garde et cultive le jardin. Depuis le 19e siècle, on se rend compte que l'homme au lieu de cultiver le jardin, il le détruit* ». Il appelle à un retour à la simplicité de la vie pour moins de destruction de la nature. Son intérêt pour la nature, il le vit depuis l'enfance. A l'âge de quatre ans, il plantera son premier arbre dans la cour familiale à Abidjan en Côte d'Ivoire. L'arbre grandira et donnera des fruits en son absence puisqu'il a été amené entretemps pour fréquenter l'école dans son pays natal le Burkina Faso. « *J'ai revu cet arbre en 1974 alors que j'avais 12 ans* » nous apprend-t-il. Dans la cour où il vit au quartier Ouidi de Ouagadougou, le sol est toujours sombre de l'ombre des grands arbres qui s'y trouvent, majoritairement des manguiers. En plus des cris des poulets qu'élève cet enseignant de l'Ecole Nationale de l'Elevage et de la Santé Animale du Burkina Faso, l'ambiance de la cour est aussi faite de cris des oiseaux qu'il entretient. Ces oiseaux viennent de partout chez Oumarou Kouda recevoir leur pitance quotidienne. « *Ma vision c'est un monde où l'homme vit en symbiose avec l'environnement* », nous dit-il.

Un homme sérieux

Connu pour être une personne rigoureuse, Oumarou KOUDA est cependant ouvert d'esprit. Il a le contact facile et sait bien être à l'aise dans un milieu multi multiculturel. Grand travailleur, le natif de Ouagadougou aime la ponctualité. « *Il est bien que tout le monde soit ponctuel* » avance-t-il. Mais ce bon comportement n'est pas toujours bien perçu dans son



Depuis sa maison au quartier Ouidi de Ouagadougou, le Vice-Président reçoit et traite certains dossiers concernant Inades-Formation Burkina

entourage. Il nous raconte : « *j'étais stagiaire dans une structure et j'étais ponctuel. Un doyen m'a dit un jour que j'étais trop ponctuel et dès lors j'ai modéré* ».

Oumarou KOUDA dit accorder beaucoup de valeur à la probité, à la sobriété et à la coopération. Cette dernière valeur, il la considère comme étant mieux que la solidarité. « *La coopération, c'est l'interaction dynamique, la synergie. La solidarité peut être ponctuelle* » nous explique-t-il. Passionné de lecture, l'enseignant de sociologie et d'économie rurale à l'Institut International Ben Gourion de Ouagadougou est fréquent dans plusieurs bibliothèques de la capitale. Il fait partie des abonnés de la bibliothèque de l'Institut Français et de la médiathèque municipale. Ses lectures ont diverses orientations : des journaux d'information aux revues scientifiques en passant par les ouvrages, Oumarou KOUDA s'en délecte.

Le sujet retenu pour le numéro actuel du bulletin d'information Inades Info est « *Société civile et processus électoraux* ». Invité à donner son point de vue sur la question, Oumarou KOUDA avance : « *Les OSC devront poursuivre leur rôle d'éducation citoyenne des populations et de veille car elles constituent un groupe de pression qui peut équilibrer un tant soit peu le jeu démocratique pour qu'il ait de la transparence, de la cohésion sociale et de l'équité* ».

Patrice DA

Gouvernance durable de l'environnement : le CESAO et ses partenaires mènent le plaidoyer

Saisissant l'occasion des élections couplées, présidentielle et législatives 2020 au Burkina Faso, le Centre d'études et d'expérimentations économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO) et ses partenaires ont amplifié leurs actions de plaidoyer, en direction des candidats en lice. Un ensemble d'activités qui visent, in fine, le renforcement de la gouvernance de l'environnement dans notre pays.

Relecture du code de l'environnement (pour y introduire une gestion intégrée des ressources forestières), actualisation de l'arrêté portant liste des sites autorisés pour la production du charbon de bois, instauration de l'éducation environnementale dans les curricula de formation des scolaires, etc. C'est au total dix recommandations/engagements qui ont été formulées à l'endroit des treize candidats à l'élection présidentielle au Burkina Faso dans le cadre d'une campagne de plaidoyer dénommée « *Empreinte verte* ».

Portée par la Coordination nationale des Jeunes pour l'Environnement et le Climat (CONAJEC), avec l'accompagnement du Groupe de Recherche et d'Analyse appliquées pour le Développement (GRAAD Burkina) et du CESAO, cette campagne a connu sa première phase de septembre à novembre 2020. Elle a consisté, en plus de l'engagement des candidats sur dix mesures clés en faveur de l'environnement, en une analyse des offres en matière de programme de société.



Des programmes politiques peu sensibles à l'environnement

L'analyse avait pour objectif, entre autres, de déterminer le niveau de prise en compte de l'économie verte dans les programmes ou projets proposés par les candidats. Sept domaines clés de l'économie verte ont été retenus pour l'évaluation de chaque programme. Il s'agit : des énergies renouvelables, de la construction écologique, des moyens de transport, de la gestion de l'eau, de la gestion des déchets, de l'aménagement du territoire et, enfin, d'un domaine transversal (qui renferme la formation, la digitalisation et le genre). Le constat, après évaluation est qu'aucun des programmes n'a atteint le niveau avancé en termes de prise en compte de la question de l'environnement et de l'économie verte. Près de la moitié (5/11) des programmes sont à un niveau latent, ce qui traduit le fait que les programmes ont en général abordé le sujet, mais de manière relativement vague.

Problématique transnationale, action transfrontalière

Cette campagne de plaidoyer repose sur le Projet transfrontalier de Gestion durable des Massifs forestiers communautaires de six communes de la zone Gourma Burkina Faso/Niger (PTGMAFCO-GBN). C'est dans ce sens qu'elle a été également déroulée au Niger, à l'occasion des élections couplées, présidentielle et législatives, du 27 décembre 2020. Après la proclamation des résultats définitifs des scrutins au Burkina Faso, la campagne est entrée dans sa phase de suivi. Le CESAO et ses partenaires se préparent donc à relever également ce défi afin que les engagements pris par les acteurs politiques se traduisent en actes au bénéfice d'un environnement sain et durable.

« Vous ne pouvez pas être une organisation de la société civile et ne pas vous impliquer dans les processus électoraux »

Sylvestre TIEMTORE, coordonnateur du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG)

Le Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG) avec plus de deux cent (200) membres de nos jours constitue un des collectifs d'ONG et d'associations les plus importants au Burkina Faso. Cette structure est familière des processus électoraux dans le pays. Que ce soit avant, pendant, après les élections générales au Burkina Faso, on retrouve le SPONG. Il est généralement présent, aux côtés de structures engagées dans l'éducation citoyenne au vote, l'influence des programmes politiques des candidats, l'observation des élections, le suivi de la mise en œuvre des politiques publiques. Le premier responsable de l'équipe de coordination du SPONG se prononce dans les lignes qui suivent sur le sujet de la participation des organisations de la société civile aux processus électoraux au Burkina Faso. Lisons !

Inades Info : Selon vous, qu'est-ce que la société civile ?

De mon point de vue par société civile, on peut entendre l'ensemble des acteurs ou des groupes d'acteurs qui sont différents de l'Etat, du secteur privé et aussi de la famille. C'est donc toutes formes d'organisation et de regroupement à cheval entre l'Etat, le privé lucratif, la famille et qui joue un rôle de contrepouvoir.

En quoi les Organisations de la Société Civile sont-elles importantes dans le renforcement de la démocratie ?

Si la démocratie est un système de gouvernance qui place à son centre le rôle premier des citoyens, on peut dire que la société civile qui se démarque de l'Etat, du secteur privé ou de la famille est un maillon important de la démocratie. Quand on est dans un système démocratique, il y a beaucoup de relations de pouvoir qui impliquent que le peuple ou les citoyens eux-mêmes puissent être des arbitres dans les pouvoirs qui sont transférés ou délégués aux institutions publiques. Il faut veiller à ce que les intérêts du peuple soient



Sylvestre TIEMTORE, coordonnateur du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG)

pris en compte dans la mise en œuvre des politiques publiques. De ce fait, il est important d'avoir une société civile. Dans ce sens, on peut évoquer un auteur du nom de Broadbent qui dit que « une société civile peut exister en l'absence de démocratie mais aucune démocratie ne peut exister sans une société civile forte ». Cela rappelle l'importance de la société civile dans la démocratie.

Quel est l'intérêt d'impliquer la société civile dans les processus électoraux ?

La démocratie est un régime politique qui prône l'alternance dans la gouvernance. Cette alternance s'opère à travers la volonté populaire qui se réalise par le vote. Il est important, que les citoyens qui délèguent leur pouvoir à ceux qui vont administrer la cité s'assure que le processus de désignation de ces dirigeants se passe dans les règles de l'art. Il ne faut pas que de malins esprits truquent les règles du jeu démocratique au moment de la désignation des représentants du peuple. Il est donc important que des acteurs de la société civile puissent veiller au grain pour que le processus électoral puisse s'opérationnaliser de façon équitable.

Quel est le rôle de la Société civile dans le processus électoral ?

La société civile a un rôle traditionnel de contrepouvoir, de veille, d'interpellation. En ce sens,

dans un processus électoral en régime démocratique, la société civile a un rôle primordial de veille. Elle doit s'assurer que tous les instruments de contrôle, d'expression de la liberté citoyenne soient égaux, transparents et que chaque citoyen puisse s'exprimer et voir son droit respecté. Elle a aussi un rôle d'interpellation. Lorsqu'elle se rend compte qu'il y a des dérives, c'est à la société civile d'attirer l'attention des décideurs. Elle doit être dûment représentée dans des institutions de la république chargées de préparer les élections et s'assurer qu'elles se déroulent de manière transparente. La société civile peut aussi saisir au besoin les corps de contrôle notamment le Conseil d'Etat ou la Cour constitutionnelle qui valide les élections à différents niveaux. Elle doit veiller au moment du déroulement des élections à ce que le processus se déroule bien. Mais avant cela, elle a aussi un rôle d'éducation citoyenne afin que les populations puissent se démarquer de toute corruption électorale. Il faut que les citoyens s'expriment sur la base des programmes, de l'intérêt général de la nation et non suivant des orientations ethniques ou régionalistes.



Comment appréciez-vous le positionnement de la société civile dans les élections générales au Burkina Faso ?

Nous avons des organisations de la société civile, notamment celle de la composante droits humains, démocratie, gouvernance, qui sont traditionnellement sur les questions électorales. De plus en plus, on observe plus d'implication des acteurs de la société civile. Pour cette élection couplée de 2020, présidentielle et législatives, j'étais agréablement surpris de constater par exemple que des religieux ont fait une observation électorale et ont rendu compte de leur observation dans les différentes circonscriptions électorales. L'ensemble des composants de la société civile doivent comprendre que si on est un acteur de développement, un acteur de la paix, un acteur de la liberté d'expressions, ces choses ne peuvent être accomplies que si nous avons des processus électoraux qui se déroulent bien. De mon point de vue cette réalité n'est pas suffisamment prise en compte. Vous entendrez certains acteurs dire que nous faisons du développement, ce n'est pas notre rôle d'aller observer les élections. Ils oublient que si on a un processus électoral qui est mal conduit c'est leurs champs d'actions qui seront ipso facto affectés.

Comment le SPONG se positionne-t-il sur les processus électoraux au Burkina Faso ?

Le positionnement sur les processus électoraux est un intérêt manifeste pour le SPONG depuis manifestement plusieurs quinquennats. En rappel, en 2015 nous avons conduit un processus de veille électorale et d'accompagnement des communautés à travers plusieurs régions du pays. Nous avons fait de la sensibilisation pré, pendant et post électorale pour amener les communautés à mettre des mécanismes de veilles et aussi des mécanismes pour la paix, la cohésion sociale. Cette

année (NDLR: En l'an 2000) nous avons essayé de mobiliser et sensibiliser les ONG à s'inscrire pour l'observation volontaire des élections. Nous avons eu environ une trentaine d'ONG inscrites et qui ont eu des accréditations au niveau de la CENI. Au-delà des observations électorales elles-mêmes, nous nous sommes diversement impliqués dans le processus électoral en conduisant une campagne impliquant plusieurs acteurs, notamment la confédération paysanne du Faso, l'association des femmes juristes, le balai citoyen. Avec l'appui technique et financier d'Oxfam, nous avons conduit une vaste campagne pour la réduction des inégalités afin de ne laisser personne sur le bord du chemin. Tout cela n'est pas suffisant, j'en conviens. Il y a beaucoup de travail qui reste à faire à ce niveau mais si l'ensemble des acteurs s'inscrivaient dans cette dynamique, c'est sûr que les prochaines années nous pourront améliorer les processus électoraux.

Quel est selon vous le meilleur scénario d'implication de la société civile dans les processus électoraux ?

Je pense que l'implication peut se faire à trois niveaux. Primo, les organisations de la société civile dans un esprit d'éducation citoyenne doivent amener les communautés à comprendre qu'il y a un lien de cause à effet entre les processus électoraux, la gouvernance démocratique et leur niveau de vie réel. Secundo, toutes tendances confondues, les acteurs de la société civile doivent s'impliquer dans l'observation des élections. Enfin, après les élections tout n'est pas fini. Il y a tout le travail de contrôle, d'interpellation, de redevabilité qui doit suivre. Vous allez voir des citoyens se plaindre que rien n'est fait chez eux, mais ils ont voté pour quel contrat ? Si vous avez voté pour tel contrat, qu'est-ce que vous faites ? Comment vous le suivez ? S'il n'y a pas des gens pour faire ce travail de suivi des politiques publiques on peut dire que c'est un chèque en blanc aux dirigeants qui peuvent aller dans tous les sens.



Depuis plusieurs années le SPONG participe de diverses manières aux processus électoraux au Burkina Faso

Comment Inades-Formation Burkina peut amener les organisations de la société civile qu'il accompagne à mieux s'impliquer dans les processus électoraux ?

Il faut d'abord s'assurer que ces organisations aient les capacités de s'impliquer dans les processus électoraux et développent un intérêt à la faire. Quand on dit que les organisations de la société civile ont un rôle de veille, c'est dire que vous ne pouvez pas être une organisation de la société civile et ne pas vous impliquer dans les processus électoraux. Malheureusement certaines organisations ne s'impliquent pas parce que très souvent, elles ne savent pas ce qu'il faut faire et comment il faut le faire. Assurer une participation citoyenne ou un contrôle de l'action publique demande des capacités que les organisations n'ont pas toujours de façon immédiate et spontanée. Inades-Formation Burkina peut déjà organiser ses acteurs en mettant en place par exemple dans sa zone d'intervention des comités de veille pour le contrôle citoyen et en renforçant leurs capacités en technique de veilles, de contrôle et d'analyse. Ces organisations dans leurs différentes localités pourront travailler à suivre, évaluer, et interpellier les dirigeants sur la mise en œuvre de leurs engagements politiques.

Interview réalisée par Patrice DA



En vente à Inades-Formation Burkina

